



**PRÉFET  
DU NORD**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Préfecture du Nord**

Secrétariat général  
Direction de la coordination des politiques interministérielles  
Bureau des procédures environnementales  
Réf : DCPI-BPE/JV

**Arrêté préfectoral mettant en demeure la société BAUDELET HOLDING  
de respecter les dispositions de l'article 4.3.4 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 1<sup>er</sup> juillet 2022  
pour son établissement de DUNKERQUE**

Le préfet du Nord,  
chevalier de la Légion d'honneur,  
chevalier de l'ordre national du Mérite

Vu le code de l'environnement et notamment les articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, et L. 514-5 ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration et notamment l'article L. 411-2 ;

Vu le code de justice administrative et notamment l'article R. 421-1 ;

Vu le décret n° 2016-1265 du 28 septembre 2016 portant fixation du nom et du chef-lieu de la région Hauts-de-France ;

Vu le décret du 17 janvier 2024 portant nomination de Monsieur Bertrand GAUME, préfet de la région Hauts-de-France, préfet de la zone de défense et de sécurité Nord, préfet du Nord ;

Vu le décret du 3 avril 2024 portant nomination de Monsieur Guillaume AFONSO, sous-préfet chargé de mission auprès du préfet de la région Hauts-de-France, préfet de la zone de défense et de sécurité Nord, préfet du Nord ;

Vu l'arrêté préfectoral du 1<sup>er</sup> juillet 2022 autorisant la société BAUDELET HOLDING, dont le siège social est situé au lieu-dit « les Prairies » à 59137 BLARINGHEM, à exploiter les installations de tri de déchets situées au 271 bis rue du Meunynck, zone industrielle de Petite-Synthe à 59137 DUNKERQUE et notamment l'article 4.3.4 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 27 septembre 2024 portant délégation de signature à Monsieur Guillaume AFONSO, en qualité de secrétaire général adjoint de la préfecture du Nord ;

Vu le rapport du 28 juin 2024 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Hauts-de-France (DREAL) chargée du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement, transmis à l'exploitant par courrier du 28 juin 2024, conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement, afin qu'il puisse faire part de ses observations dans un délai de 15 jours ;

Vu le projet d'arrêté transmis à l'exploitant par courrier du 28 juin 2024 ;

Vu l'absence de réponse de l'exploitant à la transmission du projet susvisé ;

Considérant ce qui suit :

1. lors de la visite d'inspection du 17 juin 2024, l'inspecteur de l'environnement a constaté que les eaux pluviales de toiture du bâtiment déchets et les éventuelles eaux d'extinction sur ce bâtiment ne sont pas orientées vers le bassin de gestion des eaux pluviales assurant également le confinement des eaux d'extinction du site ;
2. ce constat constitue une non-conformité vis-à-vis des prescriptions de l'article 4.3.4 de l'arrêté préfectoral du 1<sup>er</sup> juillet 2022 susvisé ;
3. face à ces non-conformités, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société BAUDELET HOLDING de respecter les dispositions de l'article 4.3.4 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 1<sup>er</sup> juillet 2022 susvisé ;

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture du Nord,

## ARRÊTE

### Article 1<sup>er</sup> – Objet

La société BAUDELET HOLDING, dont le siège social est situé au lieu-dit « les Prairies » à 59137 BLARINGHEM, et qui exploite un centre de tri situé au 271 bis rue du Meunynck, zone industrielle de Petite-Synthe à 59137 DUNKERQUE, est mise en demeure, en application de l'article L. 171-8 du code de l'environnement, de respecter les prescriptions de l'article 4.3.4 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 1<sup>er</sup> juillet 2022, **dans un délai de 3 mois**, à compter de la date de notification du présent arrêté.

Ces prescriptions sont reprises dans le tableau ci-dessous :

Article	Prescriptions	Délai
Article 4.3.4 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 1 <sup>er</sup> juillet 2022	<b>Article 4.3.4 – Localisation des points de rejets</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• Rejet 1 : les eaux pluviales de toiture et de voiries sont collectées dans un réseau spécifique puis dirigées vers un bassin de tamponnement de 870 m<sup>3</sup> équipé en sortie d'un débourbeur-déshuileur. Les eaux en sortie du bassin sont rejetées dans le canal de Bourbourg.</li><li>• Rejet 4 : les eaux susceptibles d'être polluées (incendie ou accident) sont confinées dans un bassin associé au tamponnement des eaux pluviales. Le volume disponible à tout moment pour recueillir les eaux d'extinction est de 777 m<sup>3</sup>.</li></ul>	3 mois

### Article 2 – Sanctions

Faute par l'exploitant de se conformer aux prescriptions du présent arrêté, il pourra être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues par les dispositions du II de l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

### Article 3 – Voies et délais de recours

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif dans un délai de deux mois à compter de sa notification en application de l'article L. 411-2 du code des relations entre le public et l'administration :

- recours gracieux, adressé au préfet du Nord, préfet de la région Hauts-de-France – 12, rue Jean sans Peur – CS 20003 – 59039 LILLE Cedex ;
- et/ou recours hiérarchique, adressé à la ministre de la transition écologique, de l'énergie, du climat et de la prévention des risques – Grande Arche de La Défense – 92055 LA DEFENSE Cedex.

En outre et en application de l'article L. 171-11 du code de l'environnement, l'arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Lille dans un délai de deux mois conformément aux dispositions de l'article R. 421-1 du code de justice administrative suivant sa notification ou suivant le rejet d'un recours gracieux ou hiérarchique issu de la notification d'une décision expresse ou par la formation d'une décision implicite née d'un silence de deux mois gardé par l'administration.

Le tribunal administratif de Lille peut être saisi par courrier à l'adresse : 5 rue Geoffroy Saint-Hilaire, CS 62039, 59014 LILLE Cedex ou par l'application Télérecours citoyen accessible sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

### Article 4 – Décision et notification

La secrétaire générale de la préfecture du Nord et le sous-préfet de DUNKERQUE sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant et dont copie sera adressée aux :

- maire de DUNKERQUE ;
- directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Hauts-de-France (DREAL) chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement.

En vue de l'information des tiers :

- un exemplaire du présent arrêté sera déposé en mairie de DUNKERQUE et pourra y être consulté ; un extrait de l'arrêté, énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, sera affiché en mairie pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire ;
- l'arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le Nord (<http://nord.gouv.fr/icpe-industries-med-2024>) pendant une durée minimale de deux mois.

Fait à Lille, le **15 OCT. 2024**

Pour le préfet et par délégation,  
le secrétaire général adjoint

Guillaume AFONSO